

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles technique et Environnement sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

A Perpignan, le 02/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2023

AIOT 66-1491

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS CERAMICS FRANCE

SITE DE FELDSPATHS DU SUD - BP26
66220 ST PAUL DE FENOUILLET

Références : 2023-018-PR/EX
Code AIOT : 0006601491

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2023 dans l'établissement IMERYS CERAMICS FRANCE implanté le Castillet Prat del Barou, Serrat Redoun, Serrat del Cabridadou..... Camp Cartier, Castillet, Camp del Melras..... 66720 LANSAC. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe une périodicité minimale de visite de 3 ans.

La précédente inspection date du 16 janvier 2020.

Les thèmes de l'inspection sont issus de :

- l'action nationale de contrôle des dépôts de déchets de l'industrie extractive : (vérification du Plan de Gestion des Déchets) ;
- l'action régionale de contrôle de plateforme de ravitaillement des engins.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral du 3 août 1993 et l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.

Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CERAMICS FRANCE
- le Castillet Prat del Barou, Serrat Redoun, Serrat del Cabridadou..... Camp Cartier, Castillet, Camp del Melras..... 66720 LANSAC
- Code AIOT : 0006601491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historique de l'extraction de feldspaths dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales

En 1925 : démarrage de l'activité,

En 1945 : six entreprises exploitent 50 000 t/an,

En 1997 : la Société Feldspaths du Midi (filiale de DAM groupe Harwanne) concentre l'ensemble des activités produisant 340000 t/an,

En 2005 : rachat de DAM par le groupe IMERYS (2 sites de broyage, 2 sites d'extraction de feldspaths)

2012 : fermeture du site de Port-la-Nouvelle et abandon de l'activité feldspath à Salvezines au profit du broyage,

2015 : fermeture des sites de Caudiès et Salvezines.

Aujourd'hui, Imerys n'exploite plus que la carrière et l'usine de broyage concassage de Saint-Arnac / Lansac et la carrière de Tarerach. Sur ce dernier site l'extraction s'effectue par une campagne annuelle d'environ 400 tonnes par an.

Les feldspaths produits sont concurrencés par des importations d'origine turque.

Le groupe IMERYS

La société Imerys est un groupe mondial français spécialisé dans l'exploitation d'une trentaine de minéraux industriels. Son chiffre d'affaire est 4,4 Milliards d'euros. Elle compte 16900 salariés, 250 sites dans 48 pays.

La société Imerys dispose de deux sites de production de feldspath en France, un situé dans le département de Saône-et-Loire, l'autre situé dans les Pyrénées-Orientales (carrières Saint-Arnac / Lansac et Tarerach).

La société IMERYS a repris depuis 2007 / 2008 l'exploitation des carrières à ciel ouvert de feldspath sur le territoire des communes de Lansac, Saint-Arnac, Mosset et Tarerach, des deux unités de broyage situées à Saint Paul de Fenouillet et Caudies de Fenouillèdes, et dans le département de l'Aude deux carrières (Salvezine et Treilles) et une installation de broyage (Port-la-Nouvelle).

Aujourd'hui, Imerys n'exploite plus que la carrière et l'usine de broyage concassage de Saint-Arnac / Lansac et la carrière de Tarerach. Sur ce dernier site l'extraction s'effectue par une campagne annuelle d'environ 400 tonnes par an.

Le feldspath est utilisé comme fondant dans les industries de la céramique et du verre. Le feldspath est un silicate d'alumine dont la composition chimique, les propriétés thermiques (point de fusion) et la blancheur peuvent varier au sein du gisement. Des analyses quotidiennes sont réalisées après chaque tir de mines et les produits sont classés en différentes catégories puis mélangés pour élaborer les qualités désirées.

Historique de la carrière Saint-Arnac/Lansac

Initialement les carrières de Lansac et Saint Arnac ont été ouvertes par la société des Feldspaths du Midi en 1973. Les droits d'exploiter ont ensuite été transférés aux établissements BAUX en 1982 puis à la société Denain Anzin Minéraux en 1998 et enfin à la société IMERYS en 2007.

L'autorisation d'exploiter la carrière de feldspath à ciel ouvert a été donnée le 3 août 1993 pour une

durée de 30 ans (jusqu'au 3 août 2023) à la société SA FELDSPATHS BAUX. Elle a été complétée par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1995 levant un sursis à statuer.

Une installation de traitement de matériaux se trouve sur l'emprise de la carrière de Saint-Arnac / Lansac. Elle assure le broyage, le concassage, la séparation magnétique et le séchage. Cette installation de broyage, concassage, criblage a été autorisée par antériorité le 19 décembre 1994. L'arrêté préfectoral complémentaire n°2009343-01 du 09 décembre 2009 a mis à jour les prescriptions applicables à cette installation.

La carrière était située initialement sur la commune de Lansac pour 81,31 ha et sur la commune de Saint-Arnac pour 91,15 ha.

Par arrêté préfectoral du 17 mars 1999, il a été acté le changement d'exploitant au profit de la société Denain Anzin Minéraux et le montant des garanties financières, pour chaque phase quinquennale.

Par arrêté préfectoral du 9 juillet 2008, il a été acté du changement d'exploitant au profit de la société IMERYS CERAMICS France.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2019, les conditions de remise en état de la carrière de feldspaths ont été mises à jour.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2020, des modifications ont été apportées à l'exploitation de la carrière avec :

- modification des parcelles autorisées et de la superficie totale sur les communes de Lansac et St Arnac,
- mise à jour des garanties financières pour la dernière période quinquennale pour un montant de 1 580 845 €
- conformité aux documents analysant les risques de mouvements de terrain des versés,
- mise à jour des prescriptions de remise en état.

Production de la carrière de Saint-Arnac / Lansac

Le gisement de feldspath se présente sous forme de filons ou d'amas recouverts de terrains stériles. L'exploitation du gisement nécessite de gros décapages qui entraînent la production d'un volume important de stériles correspondant à 2,2 tonnes de stérile pour une tonne de feldspath extrait. Ces stériles sont utilisés en priorité pour les réaménagements, le surplus étant mis en décharge et modelé pour une intégration paysagère (verse).

Ces matériaux ne sont pas pour le moment valorisés en tant que granulats compte tenu de l'éloignement de la carrière des zones d'utilisation.

Les volumes de matériaux exploités, sur les dernières années, sont :

2017 : 92 000 t de minerai - 173 000 t de stériles

2018 : 94 488 t de minerai – 177 000 t de stériles

2019 : 88 510 t de minerai – 91 000 t de stériles

2020 : 95 582 t de minerai – 82 539 t de stériles

2021 : 90 774 t de minerai – 130 000 t de stériles

Les stériles de découverte, les fines de dépoussiérage et les refus sont mis en verse. Le plan de gestion des déchets réalisé en juillet 2011 a identifié 14 versés.

IMERYS emploie 12 personnes dans le département des PO, pour les carrières de Lansac/Saint Arnac et Tarerach, à savoir :

- 1 chef de carrière (directeur de site)
- 1 responsable de production
- 4 personnes en 2 postes (2x2) sur l'installation de premier traitement et l'usine.
- 1 personne chargé de la maintenance
- 3 personnes pour l'exploitation des carrières (1 conducteur + 2 intérimaires)
- 1 personne au laboratoire QHSE
- 1 personnel administratif.

Pour l'exploitation de la carrière il est fait appel à des sous-traitants par campagne. En effet l'extraction est réalisée en moyenne sur 6 mois par an, en deux ou trois campagnes.

Les matériaux produits sont :

- pour moitié des sables 0/ 6 mm à destination de la fabrication de céramiques (Espagne) et briques de façade (France),
- pour autre moitié des sables 0/ 800 µ à destination de la fabrication de verre (France)

L'exploitation est couverte par un acte de cautionnement solidaire du 4 juin 2019 n°2398425 pour la période du 14 juin 2019 au 3 août 2023.

L'exploitant s'oriente vers l'étude et la présentation d'un dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter pour une durée de 15 ans.

La société IMERYS indique que le dossier de demande d'autorisation va être déposée sous peu.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets (PGD), action nationale
- Plateforme d'avitaillement, action régionale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-2-1 Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Correction à apporter	Délai
3	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Produire les profils en travers des versants	2 mois
4	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Produire le registre de suivi des déchets	2 mois
5	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Etablir le plan topographique des zones de stockages	2 mois
6	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Compléter par les quantités totales de déchets stockés durant la période d'exploitation	2 mois
7	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Préciser l'ensemble des lieux de stockage	2 mois
8	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Préciser les modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets	2 mois
9	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Compléter les mesures préventives et leur suivi	2 mois
10	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Préciser les procédures de contrôle et de surveillance	2 mois
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Préciser les remises en état et leur suivi versé par versé	2 mois
12	Aire étanche	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. I	Construire une aire étanche	5 mois
13	Remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Evacuer les déchets	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-2-2 Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
2	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La dernière mise à jour du Plan de Gestion des déchets de 2022 est lacunaire et ne permet pas d'identifier clairement la gestion des déchets de cette carrière sur sa durée d'exploitation de 30 ans.

Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à compléter et corriger ce document dans le mois, au regard des points contrôlés par l'inspection.

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

- 2 points de contrôle conforme,
- 11 faits non-conforme nécessitant des suites

Ces faits non-conformes qui n'engagent pas la sécurité, qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 2 mois et 5 mois, selon les points, pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

2-4) Fiches de constats

2-4-1 Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le plan de gestion des déchets de 2011 identifie 14 verses à stériles et fines de broyage concassage constituant des zones de stockage pour une période supérieure à trois ans. Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté et sont identifiés de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">- code déchet 01 01 02, granit gneis minerai (découverte d'exploitation)- code déchet 01 04 10, fines de dépoussiérage et de refus (déchets de l'installation de traitement) Ces déchets font partie de la liste de déchets inertes dispensés de caractérisation (circulaire du 22/08/2011). Ce point n'appelle pas de remarque particulière de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'exploitant n'a pas identifié de que ses installations de stockage relèvent de la catégorie A (potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage). L'étude géotechnique du CETE n°20-66-081 – 2011/20-088/0002187 de juin 2012 identifie une stabilité des stockages pour les deux grandes verses étudiées avec une pente de talus inférieure à 33 %. L'inspection, menée par sondage, sur trois verses (verse « Eolienne », verse « Castillet » et verse « Route ») n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-4-2 Fiches de constats faisant l'objet de propositions de suites administratives

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Lors de la visite sur site, les travaux de « retalutage » d'une partie la grande verse dite Castillet est en cours. Visuellement la partie Sud et Est de la verse semble avoir des pentes supérieures aux préconisations de l'étude CETE de juin 2012. Afin de s'assurer que l'exploitant respecte les préconisations du rapport du CETE de juin 2012, quant à la stabilité des verses, il est demandé à l'exploitant de démontrer la conformité des pentes des 14 verses au moyen de plusieurs profils en travers par verse. L'exploitant s'est engagé à fournir ces éléments dans les deux mois. <u>Justificatifs à produire par l'exploitant :</u> Profils en travers repérés sur un plan général, pour les 14 verses identifiées au PGD de 2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant présente dans son PGD de 2022 les éléments relatifs à quatre verses (verses « Eolienne », « Castillet », « La vigne » et « Route »). Les données comprennent : <ul style="list-style-type: none">- le volume stocké, le volume prévu dans les 5 ans,- le code du/des déchets stockés. L'inspection constate qu'il n'y a pas de registre de suivi à proprement parlé. Le PGD 2022 n'évoque que les données sus-visés pour seulement 4 verses alors que le site en compte 14 ! Ces données ne permettent pas le suivi des déchets quant à leur nature et leur lieu stockage. L'exploitant indique qu'il ne dispose pas de registre de suivi, mais qu'il dispose des données devant être triées pour alimenter un projet de registre de suivi. L'exploitant s'engage à réaliser ce travail dans les deux mois suivant l'inspection. <u>Justificatifs à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit identifier chaque type de déchet, la quantité et le lieu de stockage, aux fins de suivi annuel du PGD. quant aux objectifs annuels. L'exploitant fournira ce suivi pour chaque verse afin de les confronter aux estimations mentionnées au PGD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le PGD de 2022 présenté ne comprend que 4 fiches relatives à quatre verses. Ces fiches comprennent une photographie aérienne de la verse. L'exploitant n'a pas pu présenter un plan topographique permettant de localiser chacune des quatorze verses. L'exploitant s'engage à fournir le-dit plan dans les deux mois suivant l'inspection. <u>Justificatifs à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit établir un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 6 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le PGD indique page 9/20 : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets (code 01 01 02 et 01 04 10)- la quantité de déchets estimée sur cinq années soit 300 000 m³ (soit 60 000 m³/an) <p>Le PGD ne précise pas la quantité totale estimée sur toute la durée d'exploitation (30 ans).</p> <p>L'exploitant s'engage à compléter son document dans les deux mois.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant devra estimer les quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, et par type.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 7 : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le PGD 2022 contient des informations sur 4 verses et le plan de situation correspondant, mais ne précise aucun élément pour les 10 autres. L'exploitant s'engage à réintégrer dans son PGD l'ensemble des verses et les données associées (quantité, type de déchet...), dans les deux mois. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit préciser les lieux d'implantation envisagés pour les installations de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 8 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD 2022 précise, pages 7 et 8, la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis. Le PGD ne précise pas modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets. L'exploitant s'engage à compléter son PGD dans les deux mois. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit préciser modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 9 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD 2022 précise, pour quatre versets, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine. Il manque cette description pour les 10 autres versets. Le PGD 2022 est trop succinct sur les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; Pour exemple, l'exploitant explique que pour limiter les poussières, il crée des casiers pour les fines de broyage/concassage mises en verse et qu'il ne met pas en verse par vent fort afin d'éviter les envols. Ces mesures ne sont absolument pas évoquées dans le PGD. L'exploitant s'engage à compléter son PGD dans les deux mois. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit compléter les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement et assurer leur suivi.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 10 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD précise que : - que la stabilité des stockages est contrôlée visuellement par le chef de carrière (hauteur, pente...) - que le niveau d'empoussièrement est contrôlé par des jauges disposées autour du site ; L'exploitant présente le rapport d'empoussièrement de « Eagle Environnement » qui conclue au peu d'impact sur l'environnement. L'exploitant ne dispose d'aucun document permettant de s'assurer que la procédure de contrôle de stabilité de chacun des quatorze verses est respectée. L'exploitant ne dispose pas d'un registre de déchets permettant un suivi global et/ou par verse de la qualité ou la quantité des déchets stockés. L'exploitant ne dispose d'aucun document permettant de s'assurer que les procédures de contrôle et de surveillance sont assurés. L'exploitant s'engage à compléter son PGD de ces éléments dans les deux mois. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier de manière exhaustive de la mise en œuvre des procédures de contrôle et de surveillance décrites dans le PGD. L'inspection préconise un registre retraçant la totalité des procédures relatives au stockage des déchets et précisant leur mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD 2022 (page 11/20) précise que les verses seront remodelées et végétalisées en vue du réaménagement du site. L'inspection constate sur site par sondage que des verses (dites « Eolienne », Castillet, « La route ») sont partiellement remodelées ou partiellement revégétalisées. L'inspection compte tenu des documents présents ne peut avoir une vision précise des aménagements en cours et à venir. L'exploitant se doit de préciser, la nature des remises en état prévues, l'état d'avancement de ces remises en état avec un échéancier verse par verse. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit préciser dans son plan, la nature des remise en état des zones de stockage de déchets prévues, l'état d'avancement de ces remises en état, avec un échéancier et un état "verse par verse".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois
Justification apportée par l'exploitant :

N° 12 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1. I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Plateforme de ravitaillement des engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 18.1. Prévention des pollutions accidentelles : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Constats : L'exploitant indique que le ravitaillement et la maintenance des engins est assurée sur le parking situé à côté de la cuve de carburant qui sert au stationnement des dumpers et chargeurs. L'inspection constate que ce parking d'environ 25 mètres de long est revêtu d'un enduit bitumineux faïencé (risque d'infiltration) et bordé sur un des cotés d'une bordure en béton canalisant les eaux de pluies vers un débourbeur/déhuileur se déversant dans un fossé. Ces ouvrages ne peuvent être considérés comme « une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ». En effet il n'est ni ceinturé par un caniveau et ne dispose pas d'un point bas pouvant récupérer la totalité des eaux ou liquides résiduels. L'exploitant s'est engagée à réaliser l'ouvrage et à contracter pour sa réalisation d'ici deux mois. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit construire une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'inspection constate que sur ce parking d'environ 25 mètres de long est revêtu d'un enduit bitumineux faïencé (risque d'infiltration) une bordure/caniveau en béton canalisant les eaux de pluies vers un débourbeur/déhuileur se déversant dans un fossé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois
Justification apportée par l'exploitant :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets externes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols ». L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p> <p>Constats : L'inspection a vu des déchets de céramique sur les terrains d'emprise, hors des zones d'exploitation.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection que ces déchets constitués d'éléments cassés de céramique sont d'origine externe, issus d'une fabrique espagnole. L'exploitant indique qu'ils ne sont pas destinés à la remise en état du site.</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ces déchets ne sont pas des déchets liés à l'exploitation, - l'exploitant n'a pas présenté un bordereau de suivi et le registre permettant de répertorier leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés, - l'arrêté préfectoral d'autorisation ne prévoit pas l'accueil de déchet externe à l'exploitation puisque l'arrêté d'autorisation ne fixe pas la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis. <p>L'inspection conclut que la réception de ces déchets inertes n'est pas autorisée sur ce site. En conséquence l'exploitant doit les évacuer.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant doit évacuer tous ces déchets de l'emprise de l'ICPE et justifier de leur élimination dans une installation habilitée (bordereau de suivi, registre des déchets).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois
Justification apportée par l'exploitant :